

Discours de Fabien Roussel

Meeting de Marseille - dimanche 23 novembre 2025

Quelle salle ! Que de monde à Marseille ! Merci amis et peuple de Marseille d'être venus en nombre aujourd'hui. Merci à vous, merci.

Merci et permettez-moi d'aller droit au but dès mes premiers mots, car l'heure est particulièrement grave. La France est sidérée. Le peuple français est encore sous le choc, sous le choc de mots prononcés par le chef d'état-major des armées. Des mots qui glacent le sang et qui tiennent en une phrase : « Vous devez être prêts à perdre vos enfants. »

Sous le choc aussi d'un meurtre et du sang qui a coulé ici à Marseille, dans un combat inégal entre des trafiquants de drogue et une jeunesse qui aspire à vivre libre et heureuse. D'un côté, un général qui nous demande de préparer nos enfants à mourir ; et de l'autre, nos enfants, la chair de nos chairs, la prune de nos yeux, attaquée, massacrée ici dans nos quartiers par des trafiquants qui ont les mains libres face à un État en déliquescence, désarmé.

D'un côté, un président de la République complètement déconnecté, qui veut nous préparer à la guerre ; et de l'autre, le même, qui nous laisse seuls face aux bandits et aux truands. En ces heures douloureuses que nous vivons à Marseille, je tiens à dire avec force et avec gravité que nous ne céderons ni à la peur, ni aux menaces d'où qu'elles viennent.

Machiavel a écrit avec justesse : « Celui qui contrôle la peur des gens devient le maître de leurs âmes. » Ici à Marseille, nous le disons : nous n'avons pas peur, nous n'avons pas de maître, et nous voulons rester libres. Libres de nos choix, libres en République, libres pour dire que nous ne voulons perdre aucun de nos enfants, ni ici ni à l'étranger.

Or malheureusement, à Paris comme à Berlin, ils présentent la guerre comme inévitable. Et leur slogan se résume à « Si tu veux la paix, prépare la guerre » ! Non ! Non ! Mes chers concitoyens, mes chères concitoyennes : quand on veut la paix, on prépare la paix, et on prépare la paix, jamais la guerre. La paix comme une volonté politique, comme un choix de société. La paix comme unique volonté qu'un État doit afficher quand il veut protéger son peuple, quand il aime son peuple.

Et aujourd'hui à Marseille, nous voulons prendre rendez-vous avec l'histoire et dire clairement que nous ne voulons pas d'une Troisième Guerre mondiale alimentée par des nationalismes, alimentée par des chefs d'État en manque d'autorité, alimentée par des impérialismes puissants. Et nous affirmons avec force que nous sommes autant opposés au nationaliste Poutine qu'à ceux qui voudraient nous faire entrer en guerre contre le peuple russe.

Depuis 3 ans, depuis l'invasion par la Russie de l'Ukraine, depuis cette agression insupportable — que d'ailleurs nous avons dénoncée à l'unisson de toute la nation — depuis 3 ans, les discours guerriers contre « Moscou », comme ils disent, se multiplient aussi et alimentent une escalade dangereuse. À la télévision, à la radio, sur les réseaux sociaux, la guerre s'impose comme un refrain sordide, sans chercher les causes profondes de ce conflit, sans jamais chercher les moyens d'y remédier.

Ils parlent même sans trembler d'« économie de guerre » et imposent des sacrifices aux peuples d'Europe, au peuple français. Ils nous demandent d'accepter des prix de l'énergie qui flambent, des prix des matières premières qui explosent, et des politiques d'austérité pour pouvoir doubler le budget des armées au détriment de celui de nos écoles et de nos hôpitaux. Nous disons non, non à cette économie de guerre qui abîme les peuples et la République.

Nous disons non aussi parce que notre mémoire, elle, ne nous fait pas défaut. Car dans chaque village, dans chaque ville de France, les monuments aux morts rappellent le prix du sang. Pas une seule de nos 35.000 communes n'a été épargnée : 20 millions de morts entre 1914 et 1918, 60 millions de vies brisées lors de la Seconde Guerre mondiale. Alors oui, nous ne voulons pas de Troisième Guerre mondiale. Nous voulons que la paix soit érigée en volonté politique d'un État qui doit protéger son peuple, un État qui doit emmener son peuple vers la paix et ne jamais choisir la guerre, jamais.

Et à ceux qui déjà nous accusent d'être des pacifistes naïfs ou d'être dans le déni, je le précise au cas où : la Défense nationale, pour les communistes, la souveraineté de la France, sont non négociables. Oui, nous avons besoin d'une armée. Oui, nous avons besoin d'hommes et de femmes qui s'engagent pour la défense de la nation. Nous avons besoin d'hommes et de femmes prêts à défendre la patrie.

Et nous-mêmes, notre parti a su prendre les armes quand la patrie était en danger : les communistes français sont entrés dans la clandestinité ; ils ont combattu l'occupant nazi quand d'autres ont fait le choix de collaborer avec lui. Oui, à cette époque, chacun a choisi son camp. Et le nôtre fut celui de la Résistance, de l'honneur, de la liberté, de la République ; contre la haine, contre le racisme et contre l'antisémitisme.

Le journal *La Marseillaise*, que je salue, est né de ces combats pour la patrie, pour la défense de la République contre la tyrannie. Et c'est pourquoi ce discours, à Marseille, est pour moi important. Parce qu'en cet après-midi, je souhaite appeler à l'union et au rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent ici hisser haut le drapeau de la paix à côté de celui de la République, le drapeau rouge du mouvement ouvrier à côté du drapeau bleu-blanc-rouge de la Révolution française et de Valmy.

Et en ce dimanche à Marseille, je veux, devant vous, faire un serment : jamais, jamais nous n'accepterons que la France participe à cette escalade guerrière. Jamais nous ne voterons des crédits militaires et les pleins pouvoirs à des dirigeants

prêts à envoyer nos enfants se faire tuer pour des guerres qui ne sont pas les nôtres, jamais.

Au contraire de cela, nous appelons la France à prendre la tête d'une large coalition de pays, en étant ferme sur le respect des principes du droit international et avec la farouche volonté de tout mettre en œuvre pour négocier avec l'Ukraine et avec la Russie une paix juste et durable en Europe, garantissant la sécurité pour tous, pour tous les peuples d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Il ne s'agit pour nous ni de bomber le torse face à Poutine, ni de ramper devant lui, mais bien de mettre à l'ordre du jour un cessez-le-feu et la fin de la guerre, avec des garanties de sécurité pour tout le monde, pour tous les peuples. Parce que ce sont les peuples d'Europe qui vivent ici, et c'est aux peuples d'Europe d'imposer la paix ici.

Et pour mener ce combat, je sais que nous pourrions compter sur le monde du travail. Je veux saluer cet après-midi, en votre nom, nos amis du port de Marseille, qui ont ouvert cette rencontre et qui se sont exprimés juste avant moi. Parce qu'il y a des travailleurs, et parmi eux des dockers qui, fidèles à leur tradition internationaliste et pacifiste continuent, comme ils l'ont fait pendant la guerre du Vietnam, d'empêcher les livraisons d'armes à des États se rendant coupables de crimes contre l'humanité et menant des politiques génocidaires. C'est l'honneur de la classe ouvrière.

C'est l'honneur de la classe ouvrière. Vous avez tout notre soutien. Bravo pour avoir empêché la livraison d'armes au gouvernement israélien. Et je rappelle tout notre soutien au combat pour la paix en Palestine. Face à la guerre qui sévit encore en Palestine, soyons nombreux le 29 novembre prochain pour soutenir nos frères et exiger la libération de Marwan Barghouti. Liberté pour le peuple palestinien, avec un État de Palestine à côté de l'État d'Israël. Libérez Marwan !

Cette rencontre d'aujourd'hui, je souhaitais qu'elle soit une rencontre pour la paix, pour le travail, mais aussi pour la jeunesse. Ce combat pour la paix, le travail et la jeunesse, il est dans nos gènes. Nous en sommes fiers. Et si nous refusons de toutes nos forces les injonctions du général Mandon, c'est non seulement parce que nous refusons de préparer nos enfants à mourir, mais surtout parce que nous voulons tout simplement qu'ils vivent, qu'ils vivent bien, qu'ils vivent heureux, tournés vers l'avenir.

Nous voulons que nos enfants s'épanouissent au sein d'une société qui les respecte, qui leur permet de se cultiver, de se former, de voyager, de s'émanciper tout en servant leur pays. Nous voulons qu'ils découvrent non pas la haine et l'horreur des champs de bataille, mais l'amitié entre les peuples, la fraternité, l'égalité, l'amour de la République, l'amour tout court et quoi de plus beau que d'entendre un enfant pendant que je donne ces paroles.

Nous voulons que nos enfants aient envie de faire eux-mêmes des enfants, d'avoir confiance en l'avenir, d'aimer la République. Pour notre jeunesse, nous ne voulons ni la guerre et ni la violence des trafiquants de drogue. Je veux ici saluer l'engagement

d'Amine Kessaci, qui a toujours le courage de tenir tête à ces trafiquants, alors que deux de ses frères ont été tués par eux. Et nous étions hier nombreux aux côtés de la famille d'Amine, de sa maman, du peuple de Marseille, de Benoît Payan son Maire, de Jeremy Bacchi, de ses élus, tous ensemble pour dire : « Justice pour Mehdi ! Plus d'égalité, moins de criminalité ! »

Voilà quel est leur slogan, voilà leur combat, que nous faisons nôtre tellement il est juste. « Justice pour Mehdi », « plus d'égalité, moins de criminalité ». Ce slogan doit devenir une volonté commune pour combattre ce fléau qui gangrène les cités Nord de Marseille, comme celles des autres villes de France : Grenoble, Nîmes, Lyon, Paris, Savigny, et même nos campagnes n'échappent plus à cette calamité.

Oui, le pays doit se mobiliser tout entier et savoir engager le fer contre le narcotrafic. Voilà une guerre que nous sommes prêts à mener, et sans transiger. Et cette guerre-là, elle n'est pas perdue. Je n'accepterai jamais que l'on dise qu'elle est perdue. En revanche, il faut la mener et ne pas céder un pouce de terrain à ces truands, à ces bandits, à ces criminels. Cela doit être un combat de toute la République, que nous devons mener tous ensemble, dans la diversité de nos opinions. Ne leur cédon rien, pas un pouce de terrain. Voilà la guerre que nous voulons mener, ici, à l'intérieur.

Et oui, c'est possible. Oui, c'est possible de responsabiliser les consommateurs qui alimentent ces trafics, en leur rappelant que chaque gramme de cocaïne, chaque barrette de shit, sont tachés du sang de ceux qui meurent sous les balles des trafiquants. Il est possible de mener des politiques de santé publique efficaces, qui s'attaquent réellement aux problèmes d'addiction dans notre pays. Il est possible et même indispensable d'embaucher 60.000 agents de police, d'enquêteurs, de douaniers, de magistrats, pour mener ce combat sans merci.

J'en avais fait un thème de campagne pendant les présidentielles de 2022. J'ai été critiqué par d'autres forces de gauche pour avoir mis ce thème dans la campagne. Regardez comme il est d'actualité. Mais le problème n'est pas à gauche : c'est la droite, sous Nicolas Sarkozy, qui a supprimé 15.000 postes de policiers et 6.000 douaniers, et ils viennent tous les jours nous donner des leçons ! Je leur dis à tous ces ministres qui parquent à la télévision avec des larmes de crocodile : ce ne sont pas deux millions d'euros supplémentaires qu'il faut, mais 2,5 milliards d'euros de crédits pour embaucher ces 60.000 agents, les former, pour faire en sorte qu'il y ait plus de douaniers, plus de gardiens de la paix, plus de magistrats dans la République. C'est 2,5 milliards que nous voulons, et dès maintenant, voilà ce que nous exigeons de la République.

Et j'en profite pour dire que nous apportons tout notre soutien aux enquêteurs, aux forces de l'ordre, aux magistrats qui se battent contre cette mafia avec si peu de moyens. Jamais nous ne dirons « tout le monde déteste la police ». Nous, nous les soutenons, et nous voulons des gardiens de la paix au service du peuple, pour le peuple et avec le peuple.

Parce que la police et la justice sont des services publics. Et malheureusement, ils ne sont pas les seuls à souffrir. C'est pourquoi nous disons qu'il faut faire revenir tous les services publics qui reculent dans ces quartiers où vivent des centaines de milliers de familles : l'école, la santé, les transports publics, la culture, le sport, la vie associative. C'est cela, la vie tout court, et c'est cela que nous voulons voir grandir et prospérer dans ces quartiers et dans toutes nos communes.

Enfin, lutter contre les trafiquants de drogue n'aura d'efficacité, n'aura de sens, que si chaque citoyen, chaque citoyenne mais surtout chaque jeune peut se projeter dans un avenir, un bel avenir, un avenir désirable. Si chaque jeune se sent respecté en République, à égalité. Un jeune des quartiers Nord de Marseille vaut autant qu'un jeune d'une autre ville, comme l'a dit Amine hier, et nous devons garantir les mêmes droits pour chacun de nos enfants, quelle que soit leur couleur, leur origine, leur religion.

Prenons ici le serment, à Marseille, de nous battre pour une République qui sera beaucoup plus sévère contre tout acte ou tout propos raciste, antisémite, homophobe ou sexiste. La République de l'égalité se construit avec des lois et avec des moyens. Et à ceux qui me disent et qui m'ont déjà dit qu'être ferme contre les propos racistes, voire exiger l'inéligibilité d'élus qui auraient prononcé de tels propos, serait contraire à la « liberté d'expression », je réponds : non, ce n'est pas la liberté d'expression. Le racisme et l'antisémitisme sont des délits ; c'est un poison. Et le Parti communiste français est fier de l'avoir fait inscrire dans la loi en 1994 grâce à Jean-Claude Gayssot. Merci à lui.

Oui, nous voulons un avenir désirable, un avenir fait de justice et d'égalité pour nos enfants, pour notre jeunesse. Et un avenir désirable, dans la situation de crise dans laquelle nous vivons aujourd'hui et de crise sociale, c'est l'autre combat que nous voulons mener : le parti pris du travail. Vous connaissez la situation du pays : d'un côté les 500 plus grandes fortunes, soutenues économiquement, politiquement et culturellement par le président de la République et ses gouvernements successifs, avec un patrimoine passé de 600 milliards d'euros en 2017 à 1.200 milliards d'euros aujourd'hui. C'est connu, c'est référencé, ce n'est pas discutable. Et nous devons faire avec cette réalité.

Et de l'autre côté, il y a la majorité du peuple, qui produit les richesses, qui voit ses conditions de vie s'effondrer, son pouvoir d'achat en berne, avec des emplois détruits, plus de 230.000 depuis 2023 et des retraités qui survivent avec des pensions de misère et des factures qui flambent, malgré des décennies de dur travail. Pour la première fois, une génération se voit condamnée à vivre plus mal que ses parents, malgré une production de richesses inégalée. Cherchez l'erreur !

Cette erreur, elle a un nom : le système capitaliste, qui produit des inégalités sans nom, et que nous combattons. Je pense à ces ouvriers, ingénieurs, chercheurs, paysans, enseignants, cadres, qui ont fait la fierté de la France en produisant les TGV, le Concorde, les centrales nucléaires, les productions agricoles les plus

foisonnantes, les barrages hydroélectriques, les vaccins. Ces hommes et ces femmes sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité, sacrifiés par les traités de libre-échange et des années de délocalisations au nom de la concurrence libre et non faussée, des traités de Maastricht et consorts.

Car une heure de travail qui part à l'étranger, c'est une heure de chômage en France. Et bien nous, à Marseille, faisons le serment : avec nous, il n'y aura plus jamais une heure de travail délocalisée. Chaque heure de travail doit être sauvée, sanctuarisée, maintenue en France. Nous voulons produire en France ce que nous consommons en France. Produire français : c'est toujours d'actualité, c'est bon pour l'emploi et c'est bon pour le climat.

C'est pour cela que nous voulons changer de logique et mettre au cœur de la société ce qui fait la force et la grandeur de notre pays : l'être humain. Vous, nous ; mettre au cœur de la société la richesse de l'être humain, sa force de créativité, son génie pour relever l'industrie, pour enseigner, pour soigner, pour nos services publics, pour nous protéger, pour ouvrir et bâtir de grands chantiers dont nous avons besoin pour répondre aux urgences sociales et écologiques.

C'est le cœur du pacte d'avenir que nous proposons pour la France : retrouver la confiance dans nos capacités, nos savoir-faire, notre créativité ; mettre l'argent au service de la reconquête industrielle, de la création d'emploi et de la formation, au service de la jeunesse et du climat. La reconquête de la production, la réappropriation de notre outil de travail est indispensable.

Alors contrairement à tous les discours déclinistes, déprimants, décroissantistes, nous faisons le pari de l'emploi, du travail et de la paix. Nous faisons le pari de la reconquête industrielle et de la force de nos services publics. Nous voulons bâtir des jours heureux et des jours de paix pour nos enfants et pour tous les travailleurs, et nous voulons le faire avec eux. Oui, c'est nous qui produisons, et c'est nous qui décidons.

Alors, mes amis, je l'ai dit : nous ne voulons pour notre jeunesse ni la guerre, ni la violence du trafic de drogue, ni la régression sociale, ni un monde irrespirable. Nous avons un immense défi climatique à relever face à la COP 30 qui vient de se conclure et qui ne répond pas suffisamment au réchauffement climatique. Une toute autre logique doit être mise en œuvre.

C'est pourquoi nous proposons, dans notre pacte, de débloquer 100 milliards d'euros par an d'ici 2030 pour relever ce défi. Ce pacte d'avenir pour la France et pour le climat fait le choix d'investir plutôt que de réduire les budgets et de faire des économies partout. Nous voulons une France qui ait confiance dans son industrie, dans ses services publics, dans sa capacité à produire ; pas une France qui se rabougrit comme ils sont en train de nous la construire aujourd'hui. Réveillons la France ! Investissons dans l'avenir !

Et la première chose à faire, c'est de reprendre la main sur les richesses que nous créons, autant que sur notre appareil de production. Alors que le Parlement se déchire sur le budget, et je salue le travail de nos parlementaires et de Cécile Cukierman qui a pris la parole juste avant moi au nom des sénateurs et sénatrices communistes.

Mais franchement avec des forces libérales incapables d'accepter que les plus riches participent à l'effort national, pendant que ces déchirements ont lieu au Parlement, pendant ce temps-là, la question du travail, de l'industrie, des grands chantiers à financer, la question de la formation de centaines de milliers de salariés dont nous avons besoin dans nos hôpitaux, nos écoles, nos commissariats, nos facultés : toutes ces questions sont absentes des débats.

C'est pourquoi nous appelons à sortir le bazooka monétaire, à libérer l'argent pour qu'il soit utilisé efficacement au service de ces grands défis industriels et climatiques pour notre pays.

Regardez ce qui se passe à côté de nous : quand l'Allemagne décide d'investir 600 milliards d'euros en quelques années, 100 milliards par an dans son économie, notre gouvernement, lui, cherche à faire 40 milliards d'économie par an. Alors qu'il faudrait donner des vitamines à notre économie, à notre industrie, à nos services publics, ce gouvernement préfère imposer une saignée au pays, lui couper un bras, abandonner encore des pans entiers de notre outil industriel.

C'est pourquoi nous avons un tout autre projet. Nous voulons investir nous aussi 100 milliards d'euros par an, pour dire qu'au lieu d'abandonner Arcelor, Vencorex, ThyssenKrupp, Novasco, Sanofi, nous nationaliserons les entreprises stratégiques et sans état d'âme.

Sans industrie, pas d'avenir pour le pays. Sans acier, pas de sidérurgie.

Au lieu de sacrifier le logement, nous nous engageons à construire 200.000 logements par an pour répondre aux besoins des jeunes, des familles, de ceux qui dorment actuellement dans des voitures. Au lieu de fermer des lits, des hôpitaux, des maternités, de laisser des enfants sans professeurs, nous engagerons un vaste plan de formation de soignants et d'enseignants, c'est essentiel pour nos services publics.

Au lieu de laisser nos entreprises comme nos familles face à des factures d'électricité indignes, nous réduirons ces factures de 30 à 50 %, avec la baisse de la TVA sur l'énergie et avec une véritable entreprise publique. Et nous investirons dans la production de 20 centrales nucléaires pour atteindre une énergie totalement décarbonée d'ici 2050.

Au lieu de laisser les travailleurs s'enfoncer dans la pauvreté avec des salaires de misère, nous augmenterons le SMIC et nous rétablirons l'échelle mobile des salaires, pour que tous les salaires soient indexés sur l'inflation. Au lieu de laisser des retraités vivre avec des pensions indignes, malgré 42 ou 43 années de cotisation, nous

abrogerons vraiment la réforme des retraites à 64 ans, pour garantir à chacun et à chacune une pension digne.

Et enfin, au lieu de laisser les femmes vivre avec des salaires 15 % plus bas que ceux des hommes, nous obligerons par la loi les entreprises à garantir l'égalité salariale et professionnelle pour toutes. C'est possible, c'est possible, et même incroyable que ce ne soit pas déjà fait. On est au XXI^e siècle, on est une grande puissance, on est riche !

Et à ceux qui me disent : « Monsieur Roussel, le bonheur, l'égalité, l'industrie, les professeurs, les soignants mais c'est pas possible, ce n'est pas finançable », répondons-leur une seule chose : ce n'est pas négociable. Le droit de travailler, le droit de se soigner, de se loger, de se chauffer, c'est un droit, ce n'est pas négociable. Ce ne sont pas les agences de notation qui doivent diriger l'économie française : c'est le peuple souverain, qui sait ce qui est bon pour lui et ce qui ne l'est pas.

Et pour nous, ce qui n'est pas bon pour le peuple, nous ne le ferons pas. On ne viendra pas vous dire : « Il faut faire des sacrifices, c'est compliqué, c'est la guerre. » Non. Il n'y a plus de sacrifices à faire : nous en avons trop fait. Les cigares doivent changer de bouche. À nous d'en profiter ! (Et il faut fumer avec modération, ce n'est pas bien de fumer, mais c'est une image.)

C'est une image pour dire que c'est à notre tour. Nous avons fait assez de sacrifices, et ceux qui ont les poches pleines, qui ont gagné tant d'argent ces dernières années, qui ont vu leurs impôts baisser, c'est à leur tour de payer. De payer plus d'impôts, plus de taxes. Mais pas nous. Pas les ouvriers. Pas les fonctionnaires. Pas les communes. Pas les services publics.

Oui, nous nous engageons à faire respecter les choix d'un peuple souverain, pour reprendre le contrôle de nos richesses. Nous créerons un pôle public bancaire que nous mettrons en place pour financer les projets d'avenir, plutôt que de laisser les marchés financiers décider. Nous reprendrons la main sur les 211 milliards d'euros d'aides publiques versées aux entreprises, et nous établirons des règles claires pour que cet argent serve à la création d'emplois, à la relocalisation de l'activité et à la protection de l'environnement.

Voilà le choix que nous ferons. Et nous pourrons faire des économies dans ces 211 milliards. Oui, il est possible de financer l'économie des nations européennes. Et avec la force du peuple, nous mènerons une grande bataille en Europe, pour que la Banque centrale européenne prête à taux zéro, voire à taux négatif aux États, aux communes, à ceux qui travaillent et qui investissent justement au service du peuple et du climat.

Ensemble, avec le peuple souverain, nous déciderons de ne pas appliquer les traités de libre-échange mortifères tel que le CETA, le Mercosur. Nous protégerons nos agriculteurs, nos viticulteurs, notre gastronomie. Nous déciderons que l'argent de nos

impôts, de notre travail, sera investi en France : pas dans la spéculation, pas dans les dividendes et encore moins dans les paradis fiscaux.

Bref, ce que nous voulons, c'est que notre argent, nos richesses, servent au développement humain et à la planète d'abord. Oui, l'argent existe : tout ce que nous voulons, c'est reprendre la main dessus. Voilà notre combat.

Et pour mener ce combat, bien sûr, nous appellerons à toutes les mobilisations, nous serons aux côtés des forces syndicales. Et nous appelons à être nombreux le 2 décembre, à l'appel des syndicats, pour faire valoir les droits du monde du travail. Il est important de se mobiliser le 2 décembre prochain.

Mais nous sommes aussi une force politique : nous voulons nous débarrasser d'Emmanuel Macron et de sa clique. Nous avons un programme, nous sommes prêts à prendre sa place. Nous voulons conquérir le pouvoir avec vous et pour vous.

Oui, mes amis, soyons ambitieux : pour changer le monde, pour changer la France, pour transformer la République, pour défendre le monde ouvrier, le monde du travail, le climat, notre jeunesse, la paix. Fixons-nous l'objectif de conquérir le pouvoir. Soyons ambitieux pour le peuple, pour la paix, pour la justice sociale.

Place à la République, place à la jeunesse, place à l'humain d'abord ! Fixons-nous l'objectif de reconquérir, de conquérir le pouvoir, plutôt que de regarder l'extrême droite dérouler tranquillement son programme comme elle l'a fait dans les années 30, dans une Europe laminée par la crise venue des États-Unis. Disons-le, nous ne voulons pas que l'histoire se répète.

Nous voulons conquérir le pouvoir parce que nous ne voulons pas laisser les Bolloré, les Stérin and co faire main basse sur les médias pour intoxiquer les consciences. Ces gens-là ne savent que dénoncer pêle-mêle : les migrants, les juges, les syndicats, les fonctionnaires, les francs-maçons, les homosexuels, la gauche, les communistes... les mêmes mots qu'il y a 80 ans. Les mêmes mots qu'il y a 80 ans ! Vous pouvez vous brancher sur CNEWS, c'est la même litanie : les juges, les migrants, les magistrats, les fonctionnaires, les communistes.

Regardez Trump lui-même, qui utilise régulièrement le mot « communiste » pour insulter ses adversaires. Eh oui : nous sommes encore une menace pour eux. Monsieur Trump a peur des communistes. Nous, nous n'avons pas peur de Trump, ni de ces dirigeants qui voudraient nous dire comment vivre. Nous sommes communistes et fiers de l'être. C'est un si joli nom, camarade. Et nous en avons tellement besoin à l'échelle de l'humanité, de la camaraderie, de la fraternité, de l'amitié entre les peuples.

Oui, les communistes français et européens sont là pour gagner, avec les salariés, les grandes conquêtes sociales indispensables pour relever les défis de demain. Oui les communistes sont là pour tendre la main à tous ceux qui partagent cette

ambition : pour la République, pour le monde du travail, pour la paix, pour la jeunesse. Et pour construire la victoire face à l'extrême droite.

Il n'y a pas de fatalité. C'est unis, dans le respect de la grande diversité du peuple, que nous gagnerons. Mettons-nous au travail pour être prêts à diriger la France, avec le peuple et pour le peuple.

Ce combat exige le dépassement de tous les clivages sans esquiver les débats, sans mettre de côté nos différences. L'union du peuple et des forces politiques doit se construire dans la clarté, la confiance, le respect. C'est notre ambition.

C'est pourquoi nous appelons à construire l'union la plus large, la plus rassembleuse, la plus ancrée localement, dans toutes les communes de France à l'approche des municipales, pour garantir à nos concitoyens des services publics locaux, des réponses aux familles, aux enfants, aux aînés, du logement adapté, des transports publics, de la culture, du sport. Sans les communes, il n'y aurait pas de politique culturelle dans notre pays.

Oui, nous avons besoin de communes solides et correctement financées pour mettre en place ces politiques publiques. Et c'est pourquoi nous nous battons jusqu'à la dernière minute, jusqu'au dernier coup de sifflet, dans le cadre du budget, pour arracher des victoires, pour arracher des moyens pour le monde du travail, pour nos services publics, pour nos collectivités.

Nous voulons garantir pour nos concitoyens des majorités stables, honnêtes, proches des gens et de leurs préoccupations. L'union dans la clarté et la confiance commence maintenant, aux municipales, pour qu'en mars prochain la gauche soit victorieuse et offre une perspective pour la suite. C'est le premier acte que nous devons construire.

Je le dis ce soir : les communistes feront tout ce qu'il faut dans ce sens et je peux même vous l'affirmer, dans 90 % des villes, nous avons été les artisans du rassemblement, de l'union pour gagner face à la droite et l'extrême droite. Nous sommes fiers de tendre la main, de construire les rassemblements. Et je peux même aller plus loin : nous ne conduirons aucune liste de division contre des maires sortants socialistes, écologistes ou insoumis. Que personne ne vienne nous donner des leçons : nous, l'union, on en parle et on la fait. Et je peux vous dire que localement lorsqu'un communiste signe un accord, il le respecte toujours.

Nous avons un code d'honneur, et nous le respectons toujours. C'est notre fierté. C'est notre fierté de nous inscrire dans la durée et dans la parole donnée.

Vous le voyez : nous voulons être au rendez-vous de l'histoire. Nous voulons gagner. Nous refusons la fatalité de la guerre, de la crise, du chômage. Nous voulons repartir d'ici, de Marseille, avec le soleil de Marseille dans le cœur (il y en a aussi dans le Nord) mais nous voulons revenir conquérants, confiants, rassemblés, combatifs, pour

mener les luttes qui nous attendent, et mener les campagnes électorales qui permettront de construire les jours heureux tant attendus par notre peuple.

Oui, nous sommes en campagne : en campagne pour la justice sociale, en campagne pour le monde du travail, en campagne pour la paix, en campagne pour la jeunesse. Nous sommes en campagne pour la République, pour la liberté, pour l'égalité, pour la fraternité humaine.

Alors sortons d'ici, appelons à l'union, faisons appel à la jeunesse, aux travailleurs tendons la main à la jeunesse, aux travailleurs, à tous nos concitoyens. Sans œillères, sans sectarisme. Les bras ouverts, le cœur généreux et le sourire au visage. Car c'est l'image de la société que nous voulons bâtir avec les Français.

Vive le Parti communiste français !

Vive la France !

Vive la République française !